

Régime transitoire de gestion des zones inondables, des rives et du littoral - Résumé des dispositions applicables aux activités assujetties à une autorisation municipale

Type de milieu	Dispositions	Articles
Construction d'un nouveau bâtiment résidentiel		
Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive	<u>Interdit</u>	
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	<u>Interdit</u>	
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé aux conditions suivantes: -le lot est situé à l'intérieur du périmètre d'urbanisation contenu dans un schéma d'aménagement et de développement. -le lot est desservi par un système municipal d'aqueduc et un système municipal d'égout. -le lot n'a pas fait l'objet d'un remblayage réalisé sans autorisation. -le lot n'est pas devenu vacant suite à une inondation. -le lot se trouve entre deux lots sur lesquels se trouve un bâtiment principal. -le lot ne résulte pas de la subdivision d'un lot faite après le 23 juin 2021. -les travaux doivent appliquer les mesures d'immunisation.	Articles 38.10 al.1 et 38.11 du RAMHHS
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé à condition que les constructions soient immunisées.	Article 2.4 et annexe E du RCI-2019-78

Modification substantielle et agrandissement d'un bâtiment existant

Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive	Autorisé aux conditions suivantes: - Un agrandissement doit être réalisé au-dessus du sol, sans empiètement supplémentaire au sol. - Le lotissement a été réalisé avant le 18 mai 2005.	Article 35.1 du RAMHHS
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé aux conditions suivantes: - Les travaux visent le déplacement de pièces employées par une personne pour y vivre ou d'installations essentielles au bâtiment. - Les travaux visent un bâtiment relatif à une infrastructure de transport et de distribution d'électricité, un système d'aqueduc, un système d'égout ou un système de gestion des eaux pluviales. - Les travaux doivent être réalisés au moins 30 cm au-dessus de la cote de crue de récurrence de 100 ans et ne doit pas entraîner d'empiètement supplémentaire dans la zone inondable. - Les travaux doivent appliquer les mesures d'immunisation.	Articles 38.9 al.5 et 38.6 du RAMHHS
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé aux conditions suivantes: - Les travaux d'agrandissement doivent être réalisés au moins 30 cm au-dessus de la cote de crue de récurrence de 100 ans et ne pas entraîner d'empiètement supplémentaire dans la zone inondable. - Les travaux doivent appliquer les mesures d'immunisation.	Article 38.11 al.2 du RAMHHS
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé à condition que les constructions soient immunisées.	Articles 2.4 et annexe E du RCI-2019-78

Déplacement d'un bâtiment résidentiel existant

Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive	<u>Interdit</u>	
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé aux conditions suivantes: - Le bâtiment s'effectue vers un lieu qui présente une cote d'élévation plus élevée au point d'implantation. - Le bâtiment est éloigné de la rive. - Les travaux doivent appliquer les mesures d'immunisation.	Articles 38.5 al.1 et 38.6 du RAMHSS
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé aux conditions suivantes: - Le bâtiment s'effectue vers un lieu qui présente une cote d'élévation plus élevée au point d'implantation. - Le bâtiment est éloigné de la rive. - Les travaux doivent appliquer les mesures d'immunisation.	Articles 38.5 al.1 et 38.6 du RAMHSS
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé à condition que les constructions soient immunisées.	Articles 2.4 et annexe E du RCI-2019-78

Reconstruction d'un bâtiment existant

Littoral	Interdit	
Rive	Autorisé aux conditions suivantes: - Lorsque le bâtiment a subi des dommages à la suite d'un sinistre, à l'exception d'un sinistre lié à une inondation, une submersion, un glissement de terrain ou résultant de l'érosion côtière ou riveraine, lorsque la valeur de ces dommages représente plus de la moitié du coût neuf du bâtiment, aux conditions suivantes : a) l'empiètement en rive du bâtiment principal reconstruit est d'une superficie égale ou inférieure à la superficie de l'empiètement du bâtiment initial en rive; b) les travaux ne peuvent pas être réalisés ailleurs sur le lot sans empiéter dans la rive; c) le lotissement a été réalisé avant le 18 mai 2005. - Attention: un terrain est vacant lorsqu'il s'écoule plus d'une année à compter du démantèlement d'un bâtiment résidentiel principal qui s'y trouve, sans que ne débutent des travaux de reconstruction.	Articles 35.1 al.1 du RAMHHS et 340.2 al.1 du REAFIE
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé aux conditions suivantes: - Lorsque le bâtiment a subi des dommages à la suite d'un sinistre, à l'exception d'un sinistre lié à une inondation, une submersion, un glissement de terrain ou résultant de l'érosion côtière ou riveraine, lorsque la valeur de ces dommages représente plus de la moitié du coût neuf du bâtiment. - Si la construction a subi des dommages en raison d'un sinistre autre qu'une inondation, à la condition que le bâtiment ait les mêmes dimensions et qu'il soit au même emplacement que le bâtiment original, sauf dans les cas où il est déplacé conformément à l'article 38.5. 38.4 al.4 b) du RAMHHS. - Les travaux doivent appliquer les mesures d'immunisation.	Articles 38.4 al 4 b), 38.5 et 38.9 al.4 du RAMHHS
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé sous conditions	Article 38.6 du RAMHHS
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé à condition que les constructions soient immunisées.	Article 2.4 et annexe E du RCI-2019-78

Entretien d'un bâtiment existant

Littoral	Autorisé	Chapitre 3 du L-9501
Rive	Autorisé	Chapitre 3 du L-9502
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé	Chapitre 3 du L-9503
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé	Chapitre 3 du L-9504
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé	Règlement 2.4 du RCI-2019-78

Construction d'un nouveau bâtiment ou construction accessoire

Littoral	Interdit	
Rive	Autorisé aux conditions suivantes: - l'empiètement dans la rive des bâtiments et des ouvrages accessoires est d'une superficie d'au plus 30 m ² . - les travaux sont réalisés sans remblayage ni excavation. - les travaux ne peuvent pas être réalisés ailleurs sur le lot sans empiéter dans la rive. - une bande végétalisée d'une largeur d'au moins 5 m, mesurée à partir de la limite du littoral, doit être conservée dans un état naturel ou restaurée dans le but de rétablir minimalement deux strates de végétation parmi celle herbacée, arbustive ou arborescente. - le lotissement a été réalisé avant le 18 mai 2005.	Chapitre 4 Section 1, 2 et 3 du RAMHHS Article 340.4, al.2 et al.3 du REAFIE
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé aux conditions suivantes: - bâtiment construit sans fondation ni ancrage. - l'empiètement dans la zone inondable est d'au plus 30 m ² ou, 40 m ² lorsque l'empiètement est aussi dans une zone agricole. La superficie est cumulative.	Article 38.5 du RAMHHS

Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé aux conditions suivantes: - bâtiment construit sans fondation ni ancrage. - l'empiètement dans la zone inondable est d'au plus 30 m ² ou, 40 m ² lorsque l'empiètement est aussi dans une zone agricole. La superficie est cumulative.	
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé aux conditions suivantes: - bâtiment construit sans fondation ni ancrage. - ne doit pas être immunisé. - l'implantation d'un bâtiment accessoire ne doit nécessiter aucun déblai ni remblai. - la superficie totale des bâtiments accessoires est limitée à 30 m ² .	Article 2.3 du RCI 2019-78

Construction d'une piscine creusée

Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive	<u>Interdit</u>	
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé	Article 38.5 al.2 du RAMHHS
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé	Article 38.5 al.3 du RAMHHS
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé	Article 2.3 du RCI 2019-78

Aménagement d'une piscine hors-terre

Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive	Autorisé aux conditions suivantes: - l'empiètement dans la rive des bâtiments et des ouvrages accessoires est d'une superficie d'au plus 30 m ² . - les travaux sont réalisés sans remblayage ni excavation. - les travaux ne peuvent pas être réalisés ailleurs sur le lot sans empiéter dans la rive. - une bande végétalisée d'une largeur d'au moins 5 m, mesurée à partir de la limite du littoral, doit être conservée dans un état naturel ou restaurée dans le but de rétablir minimalement deux strates de végétation parmi celle herbacée, arbustive ou arborescente. - le lotissement a été réalisé avant le 18 mai 2005.	Chapitre 4 Section 1, 2 et 3 du RAMHHS Article 340.4, al.2 et a.3 du REAFIE
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé	Article 38,5 du RAMHHS
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé	Article 38,6 du RAMHHS
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé	Article 2.3 du RCI 2019-78

Clôture: La construction d'une clôture est possible sans autorisation municipale lorsque l'empiètement total ne dépasse pas 30 m²

Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive	Autorisé aux conditions suivantes: - ne doit pas prendre la forme d'un muret de protection. - doit permettre l'étalement des crues. - ne doit pas avoir pour effet de rehausser le terrain.	Chapitre 4 Section 1, 2 et 3 du RAMHHS Article 340.4, al.2 et a.3 du REAFIE
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé aux conditions suivantes: - ne doit pas prendre la forme d'un muret de protection. - doit permettre l'étalement des crues. - ne doit pas avoir pour effet de rehausser le terrain.	Article 38.1 et 38.5 du RAMHHS
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé aux conditions suivantes: - ne doit pas prendre la forme d'un muret de protection. - doit permettre l'étalement des crues. - ne doit pas avoir pour effet de rehausser le terrain.	Article 38.1 et 38.5 du RAMHHS
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé à la condition que les travaux soient effectués sans remblais.	Article 2.3 du RCI 2019-78

Galerie ou balcon		
Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive	Autorisé aux conditions suivantes: - l'empiètement dans la rive des bâtiments et des ouvrages accessoires est d'une superficie d'au plus 30 m ² (superficie cumulative). - les travaux sont réalisés sans remblayage ni excavation. - les travaux ne peuvent pas être réalisés ailleurs sur le lot sans empiéter dans la rive. - une bande végétalisée d'une largeur d'au moins 5 m, mesurée à partir de la limite du littoral, doit être conservée dans un état naturel ou restaurée dans le but de rétablir minimalement deux strates de végétation parmi celle herbacée, arbustive ou arborescente. - le lotissement a été réalisé avant le 18 mai 2005.	Chapitre 4 Section 1, 2 et 3 du RAMHHS Article 340.4, al.2 et a.3 du REAFIE
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé aux conditions suivantes: - bâtiment construit sans fondation ni ancrage. - l'empiètement dans la zone inondable est d'au plus 30 m ² ou, 40 m ² lorsque l'empiètement est aussi dans une zone agricole (superficie cumulative).	Article 38.5 RAMHHS
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé aux conditions suivantes: - bâtiment construit sans fondation ni ancrage. - l'empiètement dans la zone inondable est d'au plus 30 m ² ou, 40 m ² lorsque l'empiètement est aussi dans une zone agricole (superficie cumulative).	
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé à condition que les constructions soient immunisées et réalisés sans remblais.	Article 2.3 RCI-2019-78

Construction d'un accès à un bâtiment principal ou un stationnement (sur sol)

Construction d'un accès à un bâtiment principal ou un stationnement (sur sol)		
Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive	Autorisé aux conditions suivantes: - l'empiètement dans la rive des bâtiments et des ouvrages accessoires est d'une superficie d'au plus 30 m ² (superficie cumulative). - les travaux sont réalisés sans remblayage ni excavation. - les travaux ne peuvent pas être réalisés ailleurs sur le lot sans empiéter dans la rive. - une bande végétalisée d'une largeur d'au moins 5 m, mesurée à partir de la limite du littoral, doit être conservée dans un état naturel ou restaurée dans le but de rétablir minimalement deux strates de végétation parmi celle herbacée, arbustive ou arborescente. - le lotissement a été réalisé avant le 18 mai 2005.	Article 35.1 RAMHHS et Article 340.1 REAFIE
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	Autorisé aux conditions suivantes: - est associée à un bâtiment ou à un ouvrage. - ne peut être réalisée au-dessus de la cote de crue de récurrence de 100 ans, à l'exception de ce qui est nécessaire pour assurer l'évacuation des occupants. - est réalisée avec des revêtements qui permettent l'infiltration de l'eau dans le sol. - les travaux nécessaires respectent le plus possible la topographie originale des lieux s'ils comportent du régilage ou le remplacement d'une couche de dépôts meubles.	Article 38.5 RAMHHS:
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	Autorisé aux conditions suivantes: - est associée à un bâtiment ou à un ouvrage. - ne peut être réalisée au-dessus de la cote de crue de récurrence de 100 ans, à l'exception de ce qui est nécessaire pour assurer l'évacuation des occupants. - est réalisée avec des revêtements qui permettent l'infiltration de l'eau dans le sol. - les travaux nécessaires respectent le plus possible la topographie originale des lieux s'ils comportent du régilage ou le remplacement d'une couche de dépôts meubles.	Article 38.5 RAMHHS
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé sans travaux de remblai	Article 2.3 RCI-2019-78

Muret de protection personnelle contre les inondations

Littoral	<u>Interdit</u>
Rive du régime transitoire	<u>Interdit</u>
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	<u>Interdit</u>
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	<u>Interdit</u>

PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé sans travaux de remblai	Article 2.3 RCI-2019-78
Construction d'un quai ou d'un abri à bateau		
Nouvelle construction	L'abri à bateaux amovible d'une superficie d'au plus 20 m ² Le quai flottant, sur pilotis, sur pieux ou sur roues est d'une superficie d'au plus 20 m ² . Si le quai est plus grand, transmettre la demande auprès du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Ne fait pas partie du régime d'autorisation municipale.	Article 339, par.3 du REAFIE
Construction existante	Les travaux relatifs ne doivent pas avoir pour effet d'exposer davantage la construction à une inondation.	Article 339, par.3 du REAFIE
Stationnements souterrains		
Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive du régime transitoire	<u>Interdit</u>	
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	<u>Interdit</u>	
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	<u>Interdit</u>	
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé, si le bâtiment est immunisé.	Article 2.3 du RCI-2019-78
Remblais et déblais		
Littoral	<u>Interdit</u>	
Rive du régime transitoire	<u>Interdit</u>	
Zone de grand courant (0-20 ans du RCI 2019-78)	<u>Interdit</u>	
Zone de faible courant (20-100 ans du RCI 2019-78 et Territoire inondé en 2017 et en 2019)	<u>Interdit</u>	
PHEC (RCI-2019-78)	Autorisé uniquement dans le cadre des travaux d'immunisation d'un bâtiment.	Article 2.3 du RCI-2019-78
Un établissement à des fins commerciales ou industrielles		
Littoral, rives et zones inondables	Transmettre la demande auprès du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Ne fait pas partie du régime d'autorisation municipale.	
Principales définitions		
<p>Rive : Partie d'un territoire qui borde un lac ou un cours d'eau et dont la largeur se mesure horizontalement, à partir de la limite du littoral vers l'intérieur des terres Rive de 10 m lorsque la pente est inférieure à 30 % ou, dans le cas contraire, présente un talus de 5 m de hauteur ou moins; Rive de 15 m lorsque la pente est supérieure à 30 % et qu'elle est continue ou présente un talus de plus de 5 m de hauteur 4 du RAMHHS</p> <p>Selon le régime transitoire, lorsqu'une municipalité adopte un règlement qui délimite la rive à une largeur qui dépasse celles prévues aux paragraphes 1 et 2 de la définition de « rive », cette municipalité peut appliquer cette largeur. Ainsi, la rive a un minimum de 15 mètres en bordure de la rivière des Mille Îles, de la rivière des Prairies et du lac des Deux Montagnes.</p> <p>Aide-mémoire: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/gestion-rives-littoral-zones-inondables/aide-memoire-methodes-delimitation-rives.pdf?1648667330</p> <p>Limite du littoral : ligne servant à délimiter le littoral et la rive. Littoral : partie d'un lac ou d'un cours d'eau qui s'étend à partir de la ligne qui la sépare de la rive vers le centre du plan d'eau.</p> <p>Aide-mémoire: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/gestion-rives-littoral-zones-inondables/aide-memoire-methodes-determination-limite-littoral.pdf?1648239990</p> <p>Phytotechnologies : couvrent un large spectre de techniques d'utilisation de plantes vivantes pour résoudre des problèmes environnementaux. Dans le cas de l'érosion des rives, ce sont des ouvrages de stabilisation comprenant des armatures végétales telles que les fagots, les fascines, le tressage, les matelas de branches, les plançons ou tout autre ouvrage de stabilisation fait à partir de végétaux vivants. Ainsi, la phytotechnologie exclut les techniques mécaniques, dont l'enrochement. Les techniques mixtes (enrochement avec plantation ou ensemencement) ne sont pas considérées comme des phytotechnologies.</p>		

Matériaux inertes: dans le cas de l'érosion des rives, ce sont des ouvrages composés de matériaux tels que les enrochements, les pièces de bois ou tout autre matériau inerte.

* Ce tableau résume les dispositions applicables en vertu du Régime transitoire. Les dispositions complètes figurent dans le Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (RAMHHS), le Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE), le RCI 2019-78 concernant les plaines inondables et les territoires à risque d'inondation de la Communauté métropolitaine de Montréal, ainsi que dans le règlement de zonage L-2000 et le règlement de construction L-9501 de la Ville de Laval.